



Comité social d'administration de service central de réseau de la DGFiP

Formation spécialisée en matière de santé, sécurité et condition de travail

Déclaration liminaire

Madame la Présidente,

Avant d'exprimer nos bons vœux pour une année 2025, qui s'annonce déjà pleine d'incertitude et de défi, nous voulons – avec votre permission – dédier cette instance aux victimes du terrorisme islamique, tombés il y a dix ans jour pour jour à quelques pâtés de maison d'ici, blessés mortellement par l'obscurantisme et l'antisémitisme. Nous demandons un instant de recueillement et de réflexion à leur mémoire... Dans l'élan fraternel de la grande manifestation populaire du 11 janvier, nous appelons à refonder une république démocratique, laïque, une et indivisible, garantissant la liberté de ses citoyens égaux devant la loi.

C'est dans cet esprit que nous voulons renouer les liens du dialogue social malencontreusement dénoués lors de la non-séance du 29 novembre dernier. Les collègues concernés sont particulièrement consternés par ce pataquès déplorable. Nous assumons, en ce qui nous concerne notre part de responsabilité.

Dans nos souhaits de réussite, de bonheur et de santé pour le nouvel an, nous voulons vous associer au bureau CVT, à l'assistante de prévention mais aussi à l'ISSST et à la médecine de prévention. La qualité et l'exhaustivité de la documentation fourmillent d'enseignements. Ces derniers doivent orienter l'action vers le bien-être de chacun dans l'exercice de sa mission professionnelle.

Le ci-devant ministre de la fonction publique félicita son futur homologue américain en le citant en modèle de réduction des coûts. De la même manière, il fait supporter à nos collègues la charge symbolique des déficits alors qu'il s'agit aussi des transferts financiers et sociaux en tout genre qui vident la caisse depuis un demi-siècle. Les réductions budgétaires portées par le Gouvernement induisent naturellement la réduction des enveloppes dédiées aux conditions de vie au travail.

Sans reprendre tout l'ordre du jour, nous ne savons plus comment répondre à l'urgence de l'entretien et de la rénovation de nos locaux. Si nous maîtrisons ceux dont l'État est propriétaire, les locations sont plus hasardeuses. L'avènement du télétravail met fin au principe de l'agent disposant d'une position attitrée. La médecine de prévention se réduit comme peau de chagrin.

Malgré les recrutements intensifs, nos Finances Publiques ne cessent de prendre de l'âge et, avec ça, des fragilités et de la fatigue. Le collègue doit être au centre de la politique de prévention.

Concernant notre fonctionnement, permettez-moi de m'adresser à mes collègues élus. Conformément au [décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020](#) (art. 90 & 98), la CGC & l'UNSA souhaitent que la représentation des personnels puisse préparer une proposition motivée commune et la voter en lieu et place de l'avis sollicité. De cette façon, nous recevrons de votre part, Madame la Présidente, une réponse écrite dans les deux mois suivant la réunion.

Au vu de la longueur des travaux, je n'abuserai pas plus de ce temps introductif sinon pour remercier par avance nos collègues saint-pierrais de leur disponibilité malgré le décalage horaire. Nous rappelons toutefois notre souhait de voir installer des formations spécialisées de site (art. 10, 16 & 25) regroupant les services de l'État au milieu de ces archipels lointains.

Je vous remercie.



Nous fonctionnons sur la base des services votés.

1.Points immobiliers , pour information :

Travaux CIP de Noisiel

Nous sommes satisfaits d'avoir enfin un plan des travaux en cours de réalisation. Il était nécessaire de reprendre en main ce bâtiment compliqué et à usage multiple. Il est, en effet, essentiel à l'hébergement informatique mais aussi à la formation professionnelle.

Nous nous rendons pas compte de l'obsolescence des équipements de sécurité.

Compte tenu de la fréquentation de nombreux collègues extérieurs à la fabrication informatique, notamment les stagiaires ENFiP, il était sans doute judicieux de sécuriser le bâtiment informatique même si les sous-sols disposaient déjà d'un contrôle spécifique. L'ESI Noisiel deviendra totalement maître des accès. Nous préférons la remise de badges numériques à la distribution de papillons parfaitement falsifiables. Toutefois, les agents devront pouvoir conserver les badges ministériels pour continuer à accéder aux autres sites.

Pour le radar et la vidéosurveillance, nous sommes surpris de l'obsolescence et de la vétusté du matériel.

Quant à la nécessité de l'audit, il n'est qu'à se rapporter au RSST pour déplorer le manque d'entretien général et le besoin d'un budget de fonctionnement décent. Qu'en est-il des voies d'eau en salle des machines ? Nous demandons, par ailleurs, un nettoyage extérieur complet une fois l'an ainsi qu'une visite régulière du parking à la verrière. Il y a aussi l'entretien de la verrière et des peintures, les sanitaires à suivre et notamment l'hygiène de la douche. Les éclairages, notamment des toilettes devront sans doute être renouvelés par des LED. En effet, les tubes et ampoules au néon s'usent rapidement à chaque rallumage. Cette technologie ne fonctionne durablement qu'à éclairage constant.

À partir de fin 2025 et début 2026, le site sera délesté des bureaux BSI-2 et DP-5. Que fera-t-on des places libérées sur le CIP administratif ? Y a-t-il un projet de regrouper à Noisiel les équipes IIA du BINT sise au Montaigne (50 agents et prestataires) ?

Nous souhaitons, Madame la Présidente, que vous nous transmettiez une copie de l'audit réalisé, enrichi des observations de l'ISST.

Un premier chantier commença à la mi-juillet pour remplacer le système de surveillance, de détection et d'accès. Nous allons commencer à distribuer les nouveaux badges d'accès.

Le 16 septembre, nous commençons la rénovation générale d'alimentation électrique (haute tension, onduleurs, groupes électrogènes, groupes froids), des fluides et de sécurité afin de protéger l'accès au site (hébergeant les données sensibles). Nous ne sommes pas dans un chantier clos et indépendant. Il peut y avoir des points de rencontre entre les ouvriers et les personnels. Sur l'esplanade François Mitterrand le site sera bloqué afin de réaliser

Nous allons vérifier l'étanchéité de la toiture mardi prochain de 7 h à 9 h en attaquant au marteau-piqueur pour préparer le remplacement de l'étanchéité.

Nous allons survoler la verrière, mais il ne faudra pas de personnels dessous.

Ces travaux seront annoncés 4 semaines à l'avance en s'appuyant sur un planning de 8 semaines.

Les salles de repli peuvent être mises à disposition sur le CIP administratif avant la passerelle.

Le télétravail sera facilité.



Il y a aussi l'entretien des réseaux d'eau potable et autres besoins nécessaires mais moins visibles que l'aspect extérieur.

Aucun travail de climatisation n'est prévu. Mais cela fera l'objet de l'audit. Les pré-requis de séparation de climatisation du data-centre de l'activité tertiaire. Mais la climatisation de la partie tertiaire dépend de l'analyse fine. Des mesures telles que l'aménagement de la verrière peuvent améliorer la stabilité thermique. Ces hypothèses seront à étudier lors de l'audit.

Rénovation Allée de Bercy (calendrier)

Cette perspective augure de désagréments jusqu'en 2028 au moins.

Nous espérons à terme une mise en sécurité du site : des allées moins glissantes, des escaliers mécaniques et fixes mieux entretenus ainsi qu'une meilleure lisibilité du niveau rue, qui est aujourd'hui passablement sinistre.

La DGFIP est simple utilisatrice de ces parcelles ferroviaires, dont elle n'est pas propriétaire.

Ce projet s'inscrit dans la reprise totale de la gare de Lyon. Les accès sont compliqués et ne sont guère rassurants. Il y a une problématique d'étanchéité et de limite de propriété. C'est aussi l'opportunité d'améliorer la dalle et les abords des bâtiments Sully et Turgot. Les stationnements en vélo vont être proposés.

Le pointage est doré-et-déjà possible dans tous les bâtiments de Bercy.

Une partie du dallage sera déposée et reposée. Nous ne savons pas si elles seront moins glissantes après un éventuel traitement ou remplacement.

Il a été prévu de maintenir l'accès au bâtiment durant les travaux le long de la façade. Les accès pompiers seront maintenus.

Les escalators ne seront pas remis en service mais déposés. Les accès seront modifiés.

Les dessertes intérieures seront maintenues depuis l'intérieur de la gare.

Nous avons discuté avec la SNCF du traitement des nuisances. Tout le chantier ne pourra pas se réaliser en horaire décalé. L'Administration demande une information planification des travaux lourds afin de mettre les agents en télétravail.

Nous avons sensibilisé la SNCF pour le choix des essences d'arbres : peu de racines mais suffisamment haut pour faire écran aux bruits et au soleil estival. À voir aussi la capacité d'absorption des particules fines.

L'Administration apporte une vigilance sur les urinoirs et la présence des SDF. Le rez-de-chaussée sera utilisé par des commerces.

Il y aura des accès ponctuels pour les fournisseurs (restaurant administratif notamment).

Le plan d'évacuation sera étudié en concertation avec le Secrétariat Général.

Il y aura une vigilance sur les nuisibles.

Les travaux commencent en septembre 2025 pour une fin début 2028.

Déménagement du SI à la cité administrative de Nantes

Les échos renvoient une appropriation assez paisible des nouveaux locaux. Toutefois, le taux d'occupation important du mardi ne laisse que peu de marge de manœuvre pour les éventuels prestataires.



Le système de réservation des espaces d'un mois sur l'autre ne laisse que peu de place à l'imprévu. Les semainiers sont-ils révisables « dans la limite des places disponibles ? »

En tant que premier occupant, la DGFIP constate des défauts manifestes :

- casiers restant à fixer,
- qualité de l'air,
- garde-corps terrasse 4^e étage,
- inondation du local vélo,
- efficacité stores intérieurs,
- innocuité flocage plafond, poussière,
- local à vélo et à motos.

Y a-t-il un calendrier de livraison du matériel de flex-office en remplacement du mobilier ancien du Kibori ?

Le restaurant inter-administratif est-il prêt ?

Un avis technique est en cours finalisation. Le nombre de toilettes étaient suffisants pour le bâtiment. Or, certains services ont privatisé certain sanitaire.

L'administration reviendra par écrit aux différentes questions.

Réaménagement des locaux du service SPIB

Le projet concernant l'ensemble du service SPiB, la poursuite et l'orientation des études ont été suspendus dans l'attente de la nomination d'un prochain chef de service.

Compte tenu de la nomination récente de Mme Aude Costa de Beauregard (12 octobre), aucun calendrier n'a donc pu être établi, les modalités de réalisation des éventuels travaux relevant par ailleurs de la compétence du secrétariat général.

Point Xylo Val de Fontenay (vu en groupe de travail le 07-01-2025)

Les organisations syndicales unanimes ont écrit le 20 décembre dernier à la directrice générale pour demander un report du déménagement d'un an.

Les collègues de Noisiel réagissent très défavorablement. Outre, l'absence démontrée de nécessité de service, ils déplorent les allongements de trajet de 30 min à 1 h, en particulier pour les habitants de la campagne briarde. Cette perte de 1 h à 2 h quotidiennes de leur vie, vont peser sur les emplois du temps personnels surchargés. Le cadre minéral, la sécurité des abords, la tristesse du centre commercial ne sont guère engageants. Les agents ne se projettent absolument pas dans la nouvelle organisation spatiale des lieux, perdus dans de grands openspaces impersonnels. La vie quotidienne ne semble pas non plus suffisamment prise en compte (place de stationnement, restauration &c.).

Le mobilier paraît insuffisant et inadaptés aux écrans multiples notamment.

Un premier séminaire de présentation a réuni mardi dernier 26 novembre le bureau BSI-2. Elle complète utilement certaines zones d'ombre du dossier de synthèse.

Nous comprenons la situation de Noisy-le-Grand où le Montaigne est plein comme un œuf ainsi que le besoin de regrouper les équipes dispersées de la DTNum, BSI-2 et DP5 à Noisy-le-Grand et à Noisiel. Le bureau DP9 fera appel à de nombreux prestataires. Ainsi, outre les 321 positions dédiées aux agents, il en restera quatre bonnes centaines pour les nombreux intervenants extérieurs. Nous notons avec satisfaction que chaque agent bénéficiera d'un poste de travail attitré. La surface



disponible est assez réduite : 10 m²/agent. La terminologie utilisée « plateau projet » et « espace d'idéation » est-elle l'arbre qui cache la forêt de vastes openspace, dont il est connu que ce sont des lieux difficiles à vivre et loin de faciliter la productivité.

Les aménagements futurs pourront-ils cloisonner les espaces pour préserver la confidentialité et le calme ? Comment seront organisés les espaces des agents et des prestataires les uns par rapport aux autres ?

Quelle sera la solution de restauration collective et à partir de quand ? L'AGRAF sera-t-elle l'opérateur ? Sinon qui et avec quel tarif ? La salle de restauration annoncée ne pourra produire que 300 repas par jour sur trois services (100 places assises) sans compter un libre-service ouvert toute la journée. Cela correspond approximativement à l'effectif total des fonctionnaires. Les 400 prestataires devront donc se débrouiller eux-mêmes.

Qu'en est-il des mobilités douces (parking à vélos, douches &c.) ?

Malgré la proximité immédiate du RER A, les résidents de Noisiel (BSI-2) s'étonnent des désagréments subis en matière de trajet et de doublement des coûts du logement. Quelle garantie ont ceux qui souhaitent rester dans le même département et commune ?

Le gain de bien-être au travail n'est pas garantie. Bref, l'opération suscite de nombreuses interrogations et réticences.

Ce « point » mérite en effet un avis – encore mieux : une proposition commune – de l'instance.

Suite au groupe de travail du 4 décembre, la foire aux questions a été mise à jour. Dans la communauté Novæ, un logigramme est mis à disposition pour guider les agents. Les chefs de bureau ont réalisé des entretiens avec les agents afin de prendre en compte les demandes d'aménagement spécifique. Les avenants de télétravail et de tiers-lieu « là où habitent les gens », proche du domicile et non pas seulement à Noisy-le-Grand ou à Noisiel. Nous disposons d'une trentaine de badges restent disponibles à Noisy-le-Grand pour des places de parking (centre commercial).

Les expressions des volontés des agents ne sont pas totalement arrêtés. Les agents seront accompagnés par les correspondants RH locaux.

Il faut mettre en premier ce qu'on veut vraiment.

Le report de l'expression de vœux est allongée au 14 février. Une note DGS est en cours de finalisation à ce propos. En cas d'absence de demande, il y aura affectation automatique n'importe où dans le département (poste au choix pour les cadres A!).

Les agents qui retrouvent un poste à Noisy-le-Grand ou Noisiel doivent poster une demande de mutation explicite et avec perte de spécialité.

Les agents qui suivent conservent leur ancienneté de délai de séjour mais non pas les autres cas.

Sur les crèches et services municipaux, l'action sociale du Val-de-Marne sera relancée.

Il n'y aura pas de restaurant administratif AGRAF mais un RIE (liaison froide sous barquette) installé à demeure et géré par Foodles proposé par le bailleur Convivia sous couvert du secrétariat général. Il n'y aura donc pas de titres-restaurants. Les flux seront régulés par eux-mêmes en fonction de l'affluence. Les places disponibles ne seront jamais égales au nombre d'agents. Les tarifs seront indépendants de l'AGRAF mais subventionnés par le secrétariat général. Ce point sera clarifié.

Les bureaux font leur retour sur leur expression de besoin. Les implantations sont à l'étude avec SPiB. Une première ébauche est attendue fin janvier. Le bailleur fait les cloisons fixes et les



tisaneries et autres aménagement en dur. Les cloisons légères seront prises en compte par SPiB. Les prévisions des prestataires ont été prises en compte.

Les mobiliers sont calibrés pour les bureaux de 160. Mais la question doit être revue au cas par cas en fonction des besoins. Les locaux de stockages, il y en a. Les casques anti-bruits pourront être mis à disposition.

Le Xylo est complet, compte tenu de la présence sur site des éventuels prestataires. La libération du 8^e étage impose un dédoublement du câblage réseau.

2.Programmation des visites des membres de la FS

Nous souhaitons programmer le CIP Noisiel afin de suivre les travaux en cours et constater l'état des infrastructures informatiques dédiées au bureau de l'Intégration.

À l'ordre du jour des visites.

- *Maille Nord*
- *Nantes*
- *Montreuil-Blanqui*

Le CIP de Noisiel sera regardé en 2026.

3.Rapport d'activité 2023 de la médecine du travail, pour information

Le nombre de médecin du travail est préoccupant. Un seul à Paris et un autre à Noisiel, c'est bien peu pour les 3 469 collègues.

Quelle est la typologie des fiches des risques professionnels propres. Est-ce en lien avec la gestion de salles informatiques comme le BINT à Noisiel ou à des métiers spécifiques (DLF, SCBCM Bercy, DIE, DPN, Délégations, DFIP ultramarines) ?

Le taux de surveillances médicales quinquennales (SMQ) à 28 % peut faire espérer une rotation effective de tous les agents, globalement vieillissant (2/5 > 50 ans). Le temps perdu par l'épidémie de 2020-2021 sera-t-il rattrapé ? Ne peut-on pas les répartir tout le long de l'année plutôt que les concentrer sur février-avril ?

L'importance des visites occasionnelles (676 soit 1 pour 5 agents), principalement spontanée (2/3) sont-elles à mettre en rapport avec les difficultés rencontrées dans l'environnement de travail.

1 agent sur 10 ne se rend pas aux visites malgré les convocations. 2/3 dépendent des agents, dont une petite moitié est inexcusée. Il faut sensibiliser les agents au respect de ces rendez-vous difficiles à obtenir.

Dans les 101 orientations, le suivi des affections (1/2) et les problèmes psychologiques (1/4) marquent la fragilité des agents sans doute relativement à la pyramide des âges et aux risques psycho-sociaux, qui peuvent être soignés par une réorganisation du travail dans une ambiance calme. Ce peut être obtenu aussi par le télétravail. Si les opératifs ressentent la pression d'un travail à accomplir en peu de temps, l'encadrement est en quête de sens sur sa mission. Ces tendances s'observent aussi dans le DUERP.

Les 152 préconisations font apparaître les risques induits par la sédentarité, notamment devant un écran tout au long de la journée. Un bon siège et du matériel informatique adapté peuvent y remédier.



Suite aux 1 008 visites effectives, 1/2 concluent à la compatibilité de la santé des agents mais 1/3 imposent des aménagements de poste.

Les absences de médecin de prévention en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis n'ont pu empêcher les visites non programmées.

Les infirmiers (1 à Turgot en 2023) permettent de gérer les surveillances régulières.

On a pu reprendre une activité plus normale en 2023.

L'administration ne contacte guère l'agent pendant l'arrêt de travail pour demander une visite en pré-reprise.

Malheureusement, les visites de retour de grossesse sont peu programmées.

Les visites médicales sont suspendues en fonction des présences médicales à Paris ou en Seine-et-Marne.

Le suivi des visites médicales quinquennales sont suivis par le SARH.

On demande les effectifs par direction et le nombre d'agents à voir en visite quinquennale ou de suivi. Les visites quinquennales sont vues selon la règle de l'année de naissance modulo 5. On n'a pas la possibilité de prévenir les agents.

Depuis 2019, le dossier médical est informatisé et suit l'agent en cas de mutation.

Le fort impact de la crise Covid a nécessité la suspension des visites périodiques. On a repris en 2023 sans rattrapage possible.

L'acuité visuelle est prévue normalement en visite médicale sauf si consultation ophtalmologique récente.

Pour la Seine-Saint-Denis, un recrutement est en cours à Noisiel.

4.Point sur les crédits 2024, pour information

Nous n'avons pas tout consommé ! L'aménagement régulier du poste de travail répond à la demande de la médecine de prévention.

Le solde est redescendu à 20 000 € en fin d'année. On a acheté du matériel avec le reliquat.

5.Retour d'expérience du Juste mail, pour information

Cet audit a mis en évidence l'infobésité dont souffrent les administrations. La baisse de 10 % est significative mais ne réduit pas significativement la charge mentale.

Outre les envois volontaires, il ne faut pas oublier les mille et une notifications quotidiennes des outils informatiques. Une automatisation du tri réduit fortement la recherche de l'information pertinente.

À la différence d'anciens outils comme Lotus, l'absence de suivi des lectures des BALF entraîne des loupés qui nuisent au partage de l'information au sein des équipes.

Le nouveau client de messagerie a introduit une période de rafraîchissement de 30 min. Sauf en cas de crise, le ralentissement des mises à jour accordera-t-il une période de tranquillité mentale équivalente ?



6. Présentation du DUERP PAP de la DFIP de Saint-Pierre et Miquelon pour avis

Nous vous remercions de ce rappel de l'histoire financière de ce territoire nord-américain. Les particularités réglementaires et climatiques rendent ce site unique. La DFIP réunit les fonctions comptables financières et fiscales à l'exclusion de la liquidation de l'impôt, du ressort de la Collectivité. Les conditions d'exercice dépendent des aléas climatiques (chutes de neige ou de pluies) et informatiques¹.

Le document présente un tableau de bord de veille social exhaustif. La réduction de l'absentéisme tient-elle à l'évolution du recrutement ? Nous avons, en effet, suivi des collègues marquées par des problèmes personnels et professionnels particuliers. Les effectifs sont, en effet, grevés par deux agents subissant un congé de longue maladie ou de longue durée.

La formation est d'autant plus compliquée à organiser qu'il faut aller en Métropole. Nous saluons le mot d'ordre de « n'exclure personne de la formation. »

Le recrutement à l'été 2025 d'un médecin du travail pour l'archipel est, en effet, nécessaire dans un contexte général difficile. Y a-t-il des vacances d'IDE-ST ou infirmiers en santé au travail ?

Les efforts de maintenance bâtementaire (remise en état du sas d'entrée, aération, isolation phonique, éclairage) sont à renouveler sans cesse. Le choix des LED est effectivement judicieux. Cette technologie est plus pérenne, plus adaptable et moins consommatrice que les tubes au néon. Les stores régulent la lumière naturelle.

Le matériel informatique doit, en effet, faire l'objet d'une installation propre et pérenne. Les sites locaux brillent parfois par la défektivité et la non-conformité des matériels. Pour bien faire, l'hébergement et le nœud des réseaux de télécommunication doivent être installés dans une salle blanche adaptée. Le câblage jusqu'au poste de l'agent doit limiter les encombrements.

La répétition d'exercices de sécurité assure une bonne réponse en cas d'incident, dont la fréquence dépend de l'implantation du local ainsi que d'un climat pluvieux.

La réception du public nécessite sans doute de prendre certaines précautions par un espace de réception bien organisé.

Une équipe de quatre femmes est, apparemment, en souffrance. L'attention doit être apportée au respect du travail de chacun. Qu'en est-il du recrutement du nouvel adjoint attendu depuis septembre dernier ? En tous cas, il est temps de passer en revue les métiers et interactions des collègues pour reformer un collectif de travail rassurant.

Quant à la suppression des ponts naturels, il s'agit d'une réglementation nationale. Nous comprenons cependant le besoin de respiration dans un contexte insulaire spécifique.

Nous aurions souhaité construire une proposition commune avec les collègues de ce côté-ci de la table. Chaque organisation aura préféré une expression propre.

C'est une collectivité d'outre-mer de 6 200 habitants. La température moyenne est de 5 °C avec un pic l'été à 25 °C. La mer ne dépasse pas les 13 °C. La DFIP est le comptable direct de la collectivité et de l'hôpital. La DSF, qui exerce pour le compte de la COM, est distincte de la DFIP, direction régionale de plein exercice (y compris domaine, paierie de l'État &c.). Le régime de la responsabilité comptable ancien reste en cours du côté de la collectivité.

On a eu à accueillir 7 nouveaux agents et de vivre 5 départs (retraite, mutation).

¹ L'application CAISSEWEB (DÉMÉTER) permet le suivi de la Trésorerie d'une structure et de stocker les opérations effectuées en numéraire et par carte bancaire.



On est dans de bonnes conditions d'installation. On chauffe dix mois sur douze. Il y a des travaux en cours en 2024-2025 pour améliorer l'enveloppe extérieure et l'isolation thermique.

On est une direction qui informatiquement ressemble à toutes les directions. On dispose d'Hélios.

On est ouvert le matin.

On n'a pas le sentiment d'éloignement, mais on demande au réseau un soutien technique (comme avec la Seine Maritime). Depuis 2023, on recourt à la formation en présentiel avec des avions en correspondance à Montréal. La grande difficulté est de connaître et d'anticiper le calendrier des formations. Ces escapades en métropole doivent permettre de bâtir un réseau de référent métier avec les autres services locaux de métropole.

Le recueil des risques est réalisé par l'assistante de prévention. Les cadres intermédiaires harmonisent les données et proposent des solutions.

Il y a une présence de moisissure et une absence de sécurité incendie.

Les choix des recrutements sont des choix personnels de vivre une autre expérience. Les candidats cherchent une autre expérience de vie, libéré des enfants même si l'archipel est en recherche d'enfants à scolariser. C'est l'attrait d'une nouvelle aventure en Amérique du Nord. On rappelle aux candidats les contraintes telles que les couples doivent venir tous deux compte tenu des difficultés de transport.

La situation de l'absentéisme est très favorable qui est concentré sur une seule personne en congés de longue maladie qui est à la retraite.

Le sujet du rapatriement sanitaire (à Saint-John ou en métropole) est commun à tout l'archipel. Le recrutement des médecins dépend du Centre Hospitalier.

On travaille avec la DISI Ouest. On est très rapidement secouru dans la journée. On a une fragilité en raison des câbles sous-marins de l'archipel. L'envoi du matériel prend du temps. La DSF apporte une expertise locale d'un spécialiste.

L'exercice de sécurité dépendra des travaux sécurisation incendie.

L'amélioration de l'accueil du public et la téléphonie est un objectif 2025.

On attend encore un adjoint au directeur. La difficulté est la garantie de l'emploi du conjoint. Les quatre femmes en souffrances sont les quatre cheffes de service.

Ce qui est important, c'est de bâtir des processus de contrôle interne.

On ne peut avoir recours qu'à des entreprises locales. Les entreprises ne travaillent que 5 mois par an en extérieur. On essaie de mutualiser avec les autres services de l'État.

Avis favorable unanime

7.Présentation du DUERP PAP de la DFIP de Wallis et Futuna pour avis

Nous remercions la Direction pour la qualité de la documentation.

Le diagnostic amiante 2002 est rassurant quant à l'absence de risque dans les locaux de la Paierie. La DFIP construite en 2011 ne contient aucun matériau.

Le contexte insulaire crée effectivement sur les travaux et même sur la libération des crédits.



La médecine de prévention, tout comme la médecine tout court, est foraine. Le tiers des agents ayant pu bénéficier de la visite quinquennale, on peut espérer que tous les agents seront effectivement suivis. Y a-t-il des vacances d'IDE-ST ou infirmiers en santé au travail ?

Les conditions de vie au travail ont bénéficié de la modernisation des matériels et logiciels informatiques. La mise en place de la fibre transcontinentale a, par ailleurs, permis d'augmenter le débit réseau de 1 MiB/s à 30 MiB/s.

La mise en sécurité du bâtiment est une opération nécessaire. La détection incendie doit être déployée en dehors des seules archives. Le système d'alerte doit être adapté aux caractéristiques des locaux.

Il y a un vrai besoin de renouvellement du mobilier (cadres A et réception du public notamment) dont la vétusté peut blesser les occupants.

L'hygiène et la convivialité nécessite la mise en place d'un espace de restauration en évitant de consommer sur le poste de travail. De même un espace de douche couplé au garage à vélo favorisera les mobilités douces. Pour cela, quand les travaux de l'ancienne paierie seront-ils achevés ?

Nous aurions souhaité construire une proposition commune avec les collègues de ce côté-ci de la table. Chaque organisation aura préféré une expression propre.

La salle aveugle de l'ancienne paierie sont en cours.

Un médecin de prévention est venue sur les crédits de la FS. 1/3 des agents ont pu bénéficier de la visite quinquennale.

Le réseau informatique s'est amélioré.

La vidéosurveillance est en cours de mise en place.

Le seul agent de Futuna est visité une fois par mois.

L'impact social de la Nouvelle-Calédonie impacte l'archipel.

Les lots de matériel reçus sont de mauvaises qualités.

Avis favorable unanime

8.Présentation du DUERP PAP des services centraux pour avis

Les services centraux imposent des sujétions particulières et exige des collaborateurs des qualifications spécifiques. Cela génère une forte attente de respect de la part de collègues sélectionnés pour des tâches particulières.

Le recueil du DUERP est plus ou moins inégal selon les structures. La base y est plus ou moins associée directement. Toutefois, il en résulte un panorama suffisamment exhaustif des attentes des collègues.

Risques liés à l'activité physique :

- Besoin de confort de travail : être bien assis et équipé sur site et en télétravail (fauteuil, écran)
- Transports des affaires personnelles : la mobilité pendulaire induite par le télétravail nécessite l'acquisition de sacs aux dos pour les ordinateurs. Il faut insister sur la nécessaire dématérialisation de la documentation



- Espaces de travail trop dense et mal entretenu : limiter la concentration des agents (notamment au Maille Nord et bientôt à la CAN Nantes-Doumergue et son foisonnement de 0,7), assainir les salles, veiller à la sécurisation des circulations
- Manutention (DLF et DCM intérieur) :
 - **demander une prestation de manutention et d'archivage**
- Communication parlementaire (DLF-A) :
 - **exiger la dématérialisation des échanges (avec impression aux palais Bourbon et du Luxembourg) ou, à défaut,**
 - **mise en œuvre d'une prestation de transport par un opérateur professionnel.**

Risques liés à l'organisation :

- Équilibre des temps de vie :
 - Prise en compte des horaires atypiques de certaines activités (jet-lag parlementaire à la DLF-A) : décalage de la journée de travail à 12 h pour préserver au moins la matinée ?
 - Respect des horaires et des amplitudes journalières : droit à la déconnexion, lissage de la commande quotidienne
 - Séparation des outils professionnels et personnels : **disposer d'une ligne téléphonique professionnelle pour ne pas avoir à reporter l'appel sur des terminaux personnels,**
- Travail au quotidien :
 - accès à l'information insuffisant tant sur le contenu de travail que sur les évolutions de son organisation
 - cohésion des équipes internes et externes à renforcer et mieux coordonner l'activité entre corps de métier
 - veiller à pourvoir aux postes vacants (y compris directionnels)
 - des relations avec les prestataires à mieux définir dans la sphère informatique (rappel opportun de la qualité attendue des unités d'œuvre, suivi de l'exécution des marchés publics plus attentif)
- Télétravail :
 - parfois source d'isolement : y compris pour ceux restés tout seuls sur site

Risques liés à l'environnement :

- Le DCM intérieur est très inconfortable. Un réaménagement ou une relocalisation est-elle possible ?
- Les collègues se plaignent du manque d'insonorisation des lieux.
- L'éclairage doit être modernisé (remplacement des tubes néons par des LED, éclairage naturel, révision des stores à Bercy et à Montreuil notamment)
- Le confort thermique attend une meilleure régulation saisonnière, prenant en compte les spécificités bâtementaires (face Nord et face Sud au Montreuil, par exemple).
- L'entretien des locaux vise à améliorer l'accessibilité et à la sécurité (risque électrique ou de chute). Or, les ascenseurs et escalators sont nécessaires aux populations à mobilité réduite.
- Un besoin de formation et d'entraînement à la sécurité est nécessaire (exercices incendie et attentat à programmer avec la FS)

Autres risques :

- Veiller à l'équipement des sites DCM (badgeuses notamment)
- Adapter le télétravail aux besoins métiers (VPN 15 si nécessaire)



Sur ces différents points, nous prenons actes de la prise de conscience aux différents niveaux hiérarchiques des difficultés des agents.

Le bilan du PAP 2023 marquent la volonté de prévention de la part de l'administration. Toutefois, la gestion de la charge de travail ne dépend pas que des unités mais aussi de nos commanditaires et de nos « clients. » Les aménagements du poste de travail et la lutte contre les troubles musculo-squelettiques (TMS) est un chantier sans cesse renouvelé. La sécurisation de l'accès aux bâtiments est à coordonner avec les grands chantiers évoqués précédemment.

Le contrôle émotionnel, la formation de la hiérarchie et autres pratiques n'est rien sans la volonté des collectifs de travail. Il en va de même de la lutte contre les TMS et la fatigue visuelle. Sur la question des éclairages, les tubes néons doivent être remplacés par des LED, bien plus stables et durables.

Nous aurions souhaité construire une proposition commune avec les collègues de ce côté-ci de la table. Chaque organisation aura préféré une expression propre.

On reprend la problématique de bruits (DLF-B2) dus aux machines à café.

Un guide de l'éclairage a été présenté en FS CSAM. Le travail a été salué. Au Vauban (patio), la mission activités bancaires bénéficiera de la pose d'éclairage au néon.

Sur les 500 places offertes pour la gestion du stress, les sessions étaient vides. Les agents ne s'y inscrivent pas.

Avis favorable unanime

9.Examen du tableau des accidents de service et trajet, pour information

La prudence est recommandée lors des trajets professionnels comme personnels.

Rien de nouveau par rapport à la séance du 23 septembre.

La chute au CIP Noisiel a eu lieu dans le bureau de l'agent.

10.Examen des observations du registre SST de septembre à novembre 2024, pour information

Le registre est extrait à la demande de l'assistante de prévention par le SG. Pour le suivi, l'assistante de prévention propose de réaliser une extraction sur toute l'année 2024.

Colbert

Les remontées d'égout trahissent une émanation toxique de sulfure d'hydrogène (H₂S). Il faut rapidement y mettre un terme.

La technologie des lampes au néon doit être abandonnée au profit des LED. En effet, à chaque allumage un tube au néon s'use rapidement.

MONTREUIL BLANQUI

Le bâtiment nécessite une réfection des stores défectueux. L'éclairage naturel de la face sud rend, en effet, la climatisation nécessaire. Nous nous élevons en faux contre le rejet de principe de cette technologie. L'excès de température tend les relations sociales par la simple fatigue qu'il provoque.



NOISIEL CIP

Comme vu lors de la discussion bâtementaire, un audit complet du bâtiment est nécessaire pour assurer l'entretien courant.

NOISY LE GRAND LE MONTAIGNE

Faut-il apposer sur les fenêtres des autocollants rappelant les bienfaits de l'air climatisé par rapport à l'air extérieur ? Une réfection régulière des châssis de fenêtre allonge néanmoins la pérennité du local.

Les remontées d'égout trahissent une émanation toxique de sulfure d'hydrogène (H₂S). Il faut rapidement y mettre un terme.

DFIP SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

Le sas d'entrée, effondré suite aux intempéries, est-il réparé ? Y a-t-il eu des blessés du côté du public tant que des agents ? D'après le plan annuel de prévention, il a effectivement été reconstruit et traité contre les moisissures et champignons.

Les allergies dont se plaignent les agents doivent remonter à la médecine de prévention. Pourquoi n'ont-ils pas demandé à bénéficier de la dernière mission de médecine de prévention en octobre-novembre dernier ?

11.Examen des fiches de signalement 2024, pour information

Signalement du photomontage

La médiation est en cours. L'affaire reste confidentielle.

Signalement d'une agression sexuelle

Le traitement des agressions sexuelles relève du droit pénal (art. 222-27 &s). Ce délit a-t-il donné lieu à un signalement sans délai au procureur de la République (code de procédure pénale, art. 40) ?

L'agent blessé bénéficie-t-il de la protection fonctionnelle de l'employeur ?

L'auteur présumé a-t-il été suspendu ?

L'affaire est remontée par le bureau chargé de la protection juridique.

Signalement de différents évènements ayant entraîné une dégradation significative des conditions de travail des agents et engendrant des risques psychosociaux importants

Le point rejoint tout à fait la fiche de signalement signé par toute la représentation du personnel. Si on trace l'historique de l'équipe, on perçoit une incompréhension entre d'une part les exigences de métiers du développement traditionnel et d'autre part une organisation en perpétuelle innovation.

Il s'ensuit un conflit de valeur entre le respect du référentiel-qualité DGFIP et une commande hors de ce cadre. Le cahier des charges présentés aux prestataires ne prend sans doute pas suffisamment en compte les moyens mis à disposition du titulaire (dans l'esprit du CCAG TIC 2021 art. 18).

Nous souhaitons une reprise en main de cette équipe à dérive afin de garantir une organisation sereine et une production qualitative.

En concertation avec Marion Lorne, on propose d'en faire le point en formation plénière du 23 janvier.

12. Questions diverses